

**Une voix:** Le parti libéral.

**M. Woolliams:** Parfaitement. Voilà une excellente réponse. Ce même parti brigue maintenant les suffrages en Alberta, mais le peuple se souvient que c'est le parti libéral, même aux dernières élections provinciales, qui s'est opposé à l'exportation du gaz. Pourtant, quel essor cela n'a-t-il pas donné à l'industrie! C'est un gouvernement conservateur qui a institué l'Office national de l'énergie, après avoir créé la Commission Borden, grâce à laquelle est née la loi sur l'Office national de l'énergie qui, à son tour, a apporté des millions de dollars à l'Ouest canadien. Voilà les mesures que les libéraux ont combattues alors qu'ils étaient dans l'opposition. J'ai des noms à citer. Il y a Harper Prowse, l'ancien chef provincial qui s'est présenté aux élections fédérales, mais qui n'a pas eu de succès dans l'Ouest canadien. Il y a mon bon ami Grant McEwan qui dirigeait le parti libéral. Il s'opposait à l'exportation du gaz.

**L'hon. M. Pickersgill:** J'invoque le Règlement. Je n'ai pas pu entendre la première partie du discours du sénateur Goldwater, pardon, de l'honorable représentant de Bow-River, mais il me semble que ce n'est pas l'endroit pour faire la campagne électorale de l'Alberta. Nous traitons des affaires du Canada et d'un projet de résolution en vue de présenter un bill à la Chambre, si intéressante que soit l'histoire politique de l'Alberta; soit dit en passant, l'Alberta n'a jamais eu de gouvernement provincial conservateur au cours de toute son histoire, mais cela n'a rien à voir avec le travail du comité cet après-midi.

**L'hon. M. Martineau:** Je crois qu'il aurait été préférable que le secrétaire d'État soit présent dès le début du discours de mon ami. Ainsi, il aurait pu se rendre compte de la question soulevée par le député avant d'intervenir.

**L'hon. M. Pickersgill:** Au sujet du rappel au Règlement, je crois que le député parlait gaz, sujet qu'il connaît très bien, paraît-il.

**M. Woolliams:** Il me fait toujours plaisir d'être interpellé par le député de Bonavista-Twillingate. Il est malheureux qu'il n'ait pas entendu le début de mon discours, car je lui ai fait un compliment très flatteur cet après-midi. J'ai dit qu'il était le plus fameux politicien qu'un parti ait jamais eu et le député de premier plan le plus actif. Il est malheureux qu'un homme qui possède ces deux qualités ne soit pas premier ministre, lui qui est, de toute évidence, le guide et le chef du parti au pouvoir.

**M. le président:** Si l'on a disposé du rappel au Règlement, nous pourrions revenir au sujet de la résolution.

[M. Woolliams.]

**M. Woolliams:** Merci. Je savais, monsieur le président, que vous vouliez bien que je réponde au député de Bonavista-Twillingate.

Je parlais d'une réduction des taxes et j'ai également parlé du socialisme. Quelqu'un s'est levé pour soulever la question du Règlement, et j'ai dit que le parti libéral était plus socialiste que les socialistes. La plupart des gens se rappellent ce qui est arrivé en Saskatchewan lorsque les socialistes y ont implanté une industrie. Ils se sont emparés de l'industrie de la chaussure, de l'industrie du bois, de l'industrie de la pêche et de l'industrie du pétrole. Après cela, il ne restait plus d'industries en Saskatchewan. Je dis ceci à l'intention des membres du Crédit social—en Alberta, le climat est assez bon, en ce qui concerne l'industrie. Mais je crois qu'il y aurait intérêt à ce que je verse au compte rendu un dernier fait, tandis que j'en suis à la démocratie et au socialisme, car je suis sûrement opposé à la philosophie socialiste. Le secrétaire d'État s'est levé pour prendre la parole, en mettant la main sur sa bouche, comme d'habitude, croyant qu'on pourrait inscrire ses paroles au compte rendu, et il a tenté de m'appeler le sénateur Goldwater. Peut-être que le sénateur Goldwater a de bonnes idées. Il dit que nous devrions adopter des lois pour abolir celles qui ont établi des ministères bureaucratiques. Que le secrétaire d'État le remarque: c'est là ce que son chef avait promis de faire, au cours de la dernière campagne électorale, alors qu'il s'adressait aux cultivateurs des cantons de l'Est. Il n'a pas du tout l'intention de tenir cette promesse.

J'insiste sur ce point, pour faire ressortir les conséquences que peut avoir sur l'industrie une ingérence trop lourde de l'État. Ainsi, quand le premier ministre, M. Douglas, a promis un système gratuit de soins médicaux, il a provoqué des conséquences intéressantes. Je vais citer un passage de l'article publié par le *Post* de Regina, et dont il est question dans le nouveau livre de Robert Tyre, *Douglas in Saskatchewan*.

Les citoyens qui songeaient encore aux belles promesses de 1944...

...Et ils n'oublieront peut-être pas non plus les promesses faites en 1963 par le premier ministre actuel...

...auront sans doute ressenti une ironie amère en lisant la nouvelle publiée dans le *Leader Post* de Regina, le 6 janvier 1962. Un vieillard de 76 ans s'est effondré, mort, dans un tribunal de simple police, où se déroulait son procès.

Il avait été poursuivi pour n'avoir pas payé sa taxe d'hospitalisation en 1956. Et c'est le gouvernement de la Saskatchewan qui avait intenté l'action en justice, ce gouvernement élu pour avoir promis aux habitants de la province un service gratuit de santé.